

Ecole rurale et classes uniques

Contre-analyse du rapport Mauger : Le réseau éducatif dans les zones d'habitat dispersé

Publiée en 1990, elle pourrait être aujourd'hui encore d'actualité. Elle a servi de base argumentaire aux premiers défenseurs des petites structures, aux premiers colloques (Le Vigeant et Crozon) et s'est soldée par le moratoire Tout serait-il à recommencer ?

L'analyse de Pierre Mauger correspond dans son ensemble à une situation existant réellement et, si nous en contestons certains points, elle est conforme à une certaine logique. D'autre part, nous ne mettons pas en doute ses intentions. Mais, il existe une autre situation de l'école rurale qui, si elle est loin d'être générale, est complètement différente de celle décrite et peut conduire à d'autres conclusions. Ensuite, la logique dans laquelle se place Pierre Mauger est la même que celle qui a conduit dans les impasses actuelles qui coûtent bien plus cher à l'ensemble de la société française que les économies réalisées lors de l'établissement de certaines politiques (celle des banlieues par exemple). Enfin, nous considérons que, le tissu rural n'étant pas encore totalement déchiré, il est encore temps, avec tous les partenaires, d'ouvrir sur ce terrain des perspectives plus riches d'espoir. L'expérimentation qui a eu lieu dans les départements dits "pilotes" et qui a abouti très rapidement à une suppression pure et simple de l'école rurale montre que la logique financière et administrative qui guide les décideurs contredit les intentions .

I - Critique de l'analyse de Pierre Mauger

Aspects démographiques:

Si, dans certaines régions, il existe réellement un déplacement des toutes petites communes et une perte et un vieillissement de population, ce constat passe sous silence des éléments essentiels:

- Les raisons économiques d'ordre général et celles propres à l'agriculture qui sont à l'origine de cette baisse démographique actuelle. Pratiquer une politique qui accentue ce déplacement a eu, aussi bien dans l'histoire qu'actuellement dans le monde, les conséquences dramatiques que chacun sait parce qu'elle ôte toute chance de renversement des tendances (avec l'abandon de tout dynamisme par les populations restant). Il semble impensable d'aller encore dans ce sens et la concentration, même sur des centres plus petits, ayant comme conséquence directe la destruction irréversible du tissu existant et surtout de ses possibilités de transformation, relève bien de la même logique. Si nous ne mettons pas en doute la volonté d'amélioration, nous savons bien qu'il n'a jamais été possible ensuite de maîtriser les processus ainsi accélérés.

- Les raisons culturelles qui ont pu amener à un dépérissement des zones rurales ne sont plus exactes et l'on assiste, en de nombreux endroits, à un renouvellement de population: L'habitat est de moins en moins lié au lieu du travail et nombreux sont ceux qui font le choix d'une résidence dans un environnement de qualité, même à plus de 60 km de l'entreprise. Le choix de la résidence reste alors lié à un certain nombre de critères ... dont la présence de l'école (et de sa qualité, sans aucun doute !). Si une école placée momentanément dans une situation d'effectifs difficile est maintenue et sa qualité ainsi que son image améliorées, alors les courbes s'inversent et la population scolaire retrouve un niveau plus efficace. Dans le cas contraire, les choix de résidence sur la commune, par une population active, disparaissent avec pour conséquence vieillissement et dépérissement..

D'autre part, on le développera plus loin, une école différente, présentant certains atouts, commence à être un critère de choix pour un nombre de plus en plus grand de parents.

On constate ainsi que des chiffres démographiques dont on se sert pour justifier une politique dépendent en réalité de cette même politique. Quand P.Mauger dit que "*les fermetures de classes ou d'écoles sont la conséquence -et non la cause- de la baisse démographique*", ce n'est pas exact dans la mesure où ces fermetures ne font qu'accentuer et accélérer une tendance alors qu'un maintien pourrait au contraire l'enrayer et la renverser. C'est faire croire qu'il s'agit d'un phénomène naturel sur lequel une politique n'aurait aucun effet ... et n'aurait pas provoqué (Ce qui contribue d'ailleurs à faire douter de l'utilité de la Politique !)

- On assiste également à une certaine paupérisation de zones rurales, phénomène apparemment lié aux difficultés économiques générales : dans certains villages s'installent des familles en difficulté trouvant ici des facilités de logement (famille, maisons anciennes..). On peut penser que ce phénomène va s'accentuer et que les concentrations scolaires cantonales risquent, dans un terme plus ou moins proche, d'aboutir à une véritable "banlieusardisation " avec les mêmes types de problèmes.

ASPECTS PEDAGOGIQUES

a) Statistiques.

Les statistiques sur lesquelles s'appuient Pierre Mauger méritent quelques remarques:

- Dans un premier temps, il cite une synthèse de l'évaluation de 89 pour dire que "*les enfants scolarisés dans des petites écoles, puis dans des petits collèges ruraux, sont pénalisés*" (note de P.Mauger du 4 décembre 90). C'est alors qu'une étude émanant du ministère lui-même (**Françoise Ouevrard, direction de l'évaluation et de la prospective**) s'appuyant sur la même évaluation et publiée en 90, démontre tout le contraire ! "**Le niveau de connaissance des élèves de ces petits établissements (il est bien question dans son texte des classes uniques) est supérieur à celui de l'ensemble des élèves en CE2 et en 6ème**". Elle constate également que, s'il y a orientation différente en fin de 3ème, la

cause n'est pas la petite taille des établissements mais "***doit être rapportée au contexte social et culturel***".

C'est alors que Pierre Mauger, dans une seconde note du 4 juillet 91 (No 515), rectifie ses propos : "*.. si l'école rurale est globalement aussi performante, c'est notamment grâce aux structures à 3 ou 4 classes*", propos semblant reposer sur une nouvelle étude concernant 6 académies ... Affirmation totalement gratuite : si dans une classe unique un seul élève allant en 6ème est en difficulté, le taux est de 100% ! S'il y en a 5/10 dans une école urbaine, le taux n'est plus que de 50% ! A noter que cette soi disant étude n'a pas été effectuée par des chercheurs dont c'est la spécialité et qui produisent aussi les multi-critères des données sur lesquelles ils se sont appuyés..

- Chacun sait, qu'aujourd'hui encore, les résultats scolaires dépendent du milieu socioculturel d'où viennent les enfants. Il ne viendrait à personne l'idée d'évaluer l'école urbaine en analysant les seuls chiffres des écoles de banlieues. Et pourtant la valeur des capacités des enfants, elle, est la même. Nier ce paramètre, même s'il est déplaisant et doit faire l'objet d'une lutte, n'est pas sérieux. Et le milieu socioculturel des petites écoles rurales n'est pas encore, dans son ensemble, aussi favorable aux résultats scolaires que celui du chef-lieu de canton . Il n'y a pas dans l'immense majorité de ces établissements, d'enfants de cadres, de professions libérales, voire même de commerçants ... ce qui oblige à relativiser des résultats statistiques ... qui sont, malgré tout, favorables aux classes uniques !!

- De même, lorsqu'on évalue l'accès en seconde après le collège, on ne prend pas en compte un certain nombre d'orientations propres aux zones rurales et tout aussi valables que le maintien dans le second cycle qui n'est pas forcément significatif de meilleurs résultats ou de moindres difficultés ! Et c'est en même temps dévaloriser des filières (qu'on tente par ailleurs de valoriser !) ou oublier l'enseignement agricole dont la qualité et la modernité commencent également à être reconnues, même s'il ne fait pas partie de l'Éducation Nationale. Mettre sur le dos "*d'une difficulté d'insertion dans un groupe dynamique...*" c'est pour le moins gratuit et curieux : l'explosion dans les lycées urbains aurait mérité qu'on

se penche avec plus d'acuité sur les "*difficultés d'insertion dans les groupes dynamiques*" ! Là aussi il est dommage d'interpréter négativement des statistiques alors qu'il y a d'autres problèmes liés à la ruralité qui ne seront pas réglés du tout par une urbanisation du milieu.

- Enfin, l'évaluation toute récente sur laquelle s'appuie P. Mauger ne donne des indications probantes (ne serait-ce que parce qu'on n'a pas encore d'éléments suffisants pour juger de l'évaluation elle-même) :

* Elle n'évalue pas du tout "*le déficit*" que P. Mauger reproche à l'école rurale ("*en matière de formation de la personnalité*"). On commence également à s'apercevoir que l'enseignement classique des écoles à plusieurs classes a tendance à provoquer plutôt une "préparation au passage des tests", ce qui n'est pas le cas dans les classes hétérogènes pratiquant des pédagogies différentes reconnues justement pour le respect et le développement des personnalités comme pour l'épanouissement des enfants.

* Les tests sont proposés dès le début du passage au collège. Il est reconnu par tous que les élèves des petites écoles ont besoin d'un temps d'adaptation (ce qui n'a rien d'anormal ou de handicapant) et, au dire même des professeurs du second cycle, les résultats de cette évaluation sont toujours à pondérer pour eux parce que sous-évaluant presque toujours leur niveau ou surévaluant leurs difficultés qui sont très différents au bout de 2 ou 3 mois.

* Nous considérons que les résultats comparatifs d'une telle évaluation pourraient être différents suivant les moments où elle est faite (fin de 6ème par exemple, brevet ou baccalauréat et non pas entrée en seconde) et les points sur lesquels elle porterait (bonne insertion dans le monde du travail, chômage ...)

* Enfin, nous ne nions pas que l'évaluation puisse refléter un certain nombre de difficultés liées à l'image et aux conditions de fonctionnement des petites écoles. Mais une étude, portant sur celles ayant des conditions matérielles, pédagogiques et d'encadrement (stabilité du corps enseignant) satisfaisantes, aurait été intéressante à mener et les chiffres

obtenus à comparer avec ceux d'enfants, de milieux socioculturels semblables, des écoles à plus de 3 classes.

LES MOYENS

"Ce phénomène (pénalisation des enfants ruraux) est aggravé par l'attitude de certains parents qui préfèrent scolariser dans des structures plus étoffées, mieux équipées"

Pierre Mauger a parfaitement raison. Sauf qu'il attribue à la taille de l'établissement un défaut qui n'est dû qu'à certaines politiques communales : On sait bien que certaines petites écoles sont dans un état de délabrement ou de sous-équipement lamentable, qu'il n'est pas encore dans le comportement de nombreuses petites municipalités de considérer leur école comme un réel investissement mais plutôt comme une source de dépenses stériles. Il ne s'agit pas de manque de ressources (qui sont trouvées quand il s'agit de l'aménagement d'un terrain de camping, d'une place ... voire de la mairie), mais bien de choix, de convictions quant à l'utilité d'investissements dans le domaine de l'éducation. Si l'on suit Pierre Mauger dans son raisonnement, où iront les parents des banlieues ? dans les chef-lieu de canton ruraux ? dans les écoles de certaines zones résidentielles ?

Partout où les collectivités locales font cet effort d'investissement l'école change et la taille n'est plus un handicap mais un atout comme on le verra plus loin. On peut même considérer que le maintien de l'école dans le village, dans une nouvelle perspective, est le seul moyen de répartir les charges de l'éducation : Peut-on imaginer que les communes qui n'auront plus LEUR école puissent un jour faire ce que l'on peut considérer comme des "sacrifices" pour une école cantonale ? Bien sûr que Pierre Mauger ne préconise pas littéralement l'école cantonale ... mais l'expérience menée dans les départements pilotes aboutit à cela!

LA PEDAGOGIE

Là encore Pierre Mauger a raison chaque fois que sa réflexion (et son enquête !) se

rapporte à une pédagogie traditionnelle. En particulier lorsqu'il prend comme exemple la classe unique. Dans ce cas, il y a déjà bien longtemps que cette pédagogie y était extrêmement difficile à mettre en oeuvre, d'où d'ailleurs la fuite de la majorité des enseignants comme des parents menant une réflexion sur l'éducation de leurs enfants. Mais il a omis un élément d'une importance capitale : c'est justement dans un certain nombre de ces écoles à classe unique ou à 2 classes qu'a été mis en oeuvre, depuis longtemps et souvent à l'encontre des autorités ou tout au moins sans leur soutien, une pédagogie totalement différente qui est aujourd'hui reconnue !

Tous ses arguments, que nous considérons comme très souvent justifiés, **se rapportent à cette pédagogie traditionnelle**. Au contraire, ils deviennent totalement faux pour toutes les écoles pratiquant une autre pédagogie, en particulier sur tous les points sur lesquels il s'appuie : *"apprentissage du comportement et des habitudes de travail, formation de la personnalité inaptitude à la gestion du temps et à la recherche personnelle, découverte trop tardive d'un environnement culturel et humain..."*. Mieux encore, lorsque Pierre Mauger parle de *"la maîtrise des moyens modernes de communication et de traitement de l'information"*, il s'avère que c'est justement dans certaines classes uniques et avant partout ailleurs que cette maîtrise fait partie de l'axe principal de la pédagogie. Et ce qui est le plus étonnant, c'est que tous les parents qui font, depuis quelques années, le choix de l'école rurale (contrairement à ceux cités par P.Mauger qui ont existé et existent encore eux aussi), LE FONT PRECISEMENT POUR CES RAISONS PEDAGOGIQUES, trouvant que l'école à plus de 2 classes actuelle est encore incapable de répondre à ces nouvelles nécessités ! (Ce sont d'ailleurs eux que l'on retrouve à nos côtés dans les comités de défense et ils font partie de cette modification significative de la composition de la population rurale, modification qui apparaît bien dans les chiffres de l'INSE.). Autrement dit, l'analyse concernant la pédagogie est valable pour beaucoup de ses points **dans le cadre d'une école traditionnelle ne remplissant plus son nouveau rôle, elle ne l'est plus pour une école différente**.

Nous reviendrons plus loin sur cette pédagogie. Mais lorsque Pierre Mauger dit que *"les*

dispositions de la loi d'orientation, notamment la mise en oeuvre des cycles, ne pourront être mis en place que par une équipe d'enseignants travaillant au même lieu (école à au moins 3 classes)" la réalité démontre qu'il en est tout autrement : Les écoles de 3 classes et plus sont en face des pires difficultés pour la mise en place de cette réforme, ceci tout simplement parce que leur structure plus lourde est beaucoup plus difficile à transformer profondément comme l'exige l'introduction des cycles, la constitution d'équipes (qui est un des problèmes majeur de l'EN), alors qu'au contraire, les petites unités, pour des raisons que nous analyserons plus loin, peuvent être l'élément dynamisant d'une vraie réforme parce que beaucoup plus facilement modifiables et pouvant bénéficier immédiatement de conditions qui feront longtemps défaut aux unités plus grosses Et ceci, soit parce qu'elles l'ont déjà fait, soit parce que c'est une condition sine qua non de leur existence !

LES MAITRES

Il est également exact qu'il est difficile de mobiliser des maîtres dans les classes uniques. Mais cela appelle plusieurs remarques:

- ces postes ont toujours été dévalorisés par rapport aux compétences qu'ils demandent. Il est de notoriété publique que ces enseignants doivent avoir une connaissance de TOUS les domaines de l'enseignement, une pratique nouvelle et plus complexe que celle de l'ensemble de la profession, y compris l'enseignement spécialisé. Si l'on considère qu'ils doivent assurer, en plus, les mêmes tâches que tous les autres directeurs d'école, bien souvent des fonctions socioculturelles totalement inconnues de leurs collègues urbains, et ceci sans différence salariale, il n'est, pour le moins, pas étonnant que ces postes aient été fuis et confiés généralement à des débutants ! Passer ce fait sous silence dans une analyse des difficultés de l'école rurale est étonnant. La responsabilité de l'État dans ce domaine est bien évidente puisque ces écoles n'ont même pas été classées zone d'éducation prioritaires !

- La formation de ces maîtres. Bien que ce problème ne peut être totalement dissocié du

problème général de la formation des enseignants (on peut supposer que la modification actuelle du système de formation est bien due à l'inefficacité du système précédent !), il faut bien constater qu'un certain nombre de ces enseignants en milieu rural s'est bien autoformé. Maintenant qu'une réforme est engagée, et maintenant seulement, partout on reconnaît que leur pratique a une certaine valeur. Mais, à aucun moment et d'une manière officielle leurs compétences acquises ne bénéficient à la formation, non seulement d'enseignants ruraux mais aussi d'enseignants tout court ! Le milieu rural a, en quelque sorte, "produit" des enseignants de qualité ... dont l'État, malgré ses propres difficultés en ce domaine, ne va pas se servir ! Nous avons dit dès le début qu'il était impératif de se placer dans une autre logique qui est, même dans l'immédiat, ... plus économique !!

II - Notre analyse

Avant d'aller plus loin, nous voulons préciser :

Nous ne défendons pas l'école à classe unique comme une fin en soi mais comme un état provisoire qui, dans l'état actuel du système scolaire, est de loin préférable à la concentration cantonale et permet de passer un cap démographique difficile, voire, comme nous l'avons déjà dit, favoriser un inversement des courbes. Il est évident que l'absence d'enfants la condamne. Ce que nous défendons c'est le maintien de l'école **DANS** le village, **POUR** les enfants du village, dans des conditions raisonnables d'encadrement, dans une organisation et dans des pratiques renouvelées.

Atouts de l'école rurale à petits effectifs.

Ecole située dans le milieu même de l'enfant

Depuis longtemps chacun sait l'importance de l'environnement dans la construction de la personne, Depuis moins longtemps on a conscience que couper l'école de la vie conduit aux pires catastrophes. Ce d'autant plus qu'elle occupe maintenant la quasi totalité de la période

de croissance de l'enfant (2 à 18 ans et ce pendant la partie la plus importante de son temps quotidien). Chacun sait également comment l'enfant agrandit progressivement les cercles de son environnement dans lequel il va se construire. En milieu rural, l'école fait naturellement partie de cette extension. A aucun moment il n'y a rupture avec lui, les points de repères dont a nécessairement besoin l'enfant étant posés. L'extension à un environnement complètement différent se faisant vers 10 ans lors de l'entrée au collège, à un moment où la personnalité doit être suffisamment construite pour que l'enfant puisse aller plus loin et aborder progressivement et positivement un monde de plus en plus vaste.

Au moment où la totalité des enseignants déplore l'instabilité grandissante des enfants, leur insécurité, où l'on dépense des sommes fabuleuses pour tenter de soigner ce qu'on appelle "maux de société", en particulier dans le milieu urbain, où l'on s'interroge toujours sans avoir encore trouvé de réponse sur les causes réelles du problème de la violence et de la drogue, il nous semble ahurissant que l'on enlève l'enfant du seul milieu qui ne semble pas produire encore de tels phénomènes. Il ne s'agit pas de "*surprotection*", comme le dit P. Mauger, mais de maintien, pour un développement normal, dans un milieu qui, lui, permet justement une réelle autonomie. Il semblerait, selon lui, qu'il faille préparer les enfants à un univers concentrationnaire ... qui aura (ET QUI A !) alors réellement emprise sur un individu ainsi fragilisé avec les conséquences citées plus haut. C'est le déracinement qui fragilise. Il n'est pas un éducateur, pas un psychologue pour défendre une thèse contraire qui a fait faillite partout ! C'est dans son milieu que l'enfant pourra justement acquérir une solidité qui lui permettra ensuite d'affronter ... les absurdités que nous lui préparons ! Nous qui vivons sur le terrain, pouvons affirmer que les assertions de Pierre Mauger sont erronées en ce qui concerne l'intégration des ruraux dans les lycées.

Petite taille des établissements

Atout semblable au précédent : établissements à la taille de l'enfant. Passer du milieu familial à .. la caserne provoque dans tous les cas des difficultés avec des séquelles dont on mesure encore mal les conséquences. De même, à l'heure où les lycéens des casernes

monstrueuses des banlieues clament leur mal-être il est difficile de croire que les enfants des petits collèges ... soient handicapés!

Le calme, la connaissance de chaque enfant, le contact avec chaque famille, la prise en compte de l'affectivité, le développement de la responsabilité, de la coopération, de l'autonomie, tous ces éléments deviennent bien plus difficile à intégrer dès que l'effectif augmente, et nous disons bien l'effectif global de l'établissement et non pas l'effectif par classe.

Disposition d'espace

Cela peut paraître surprenant, mais c'est un des principaux atouts de l'école rurale, une conséquence de son dépérissement ! La plupart des écoles à 1 ou 2 classes sont ce qui reste d'écoles à 3 ou 4 classes. Ce qui fait qu'elles disposent de beaucoup plus d'espace que leurs homologues (grande cour, voire champ, jardin, anciens bûchers, plusieurs salles, parfois l'ancien appartement ...). Or, l'espace est une des clés de la rénovation pédagogique. moins les enfants et les maîtres disposeront d'espace, plus tout changement sera difficile. L'expérience de la pédagogie en classe unique a bien démontré ce fait : toutes les réussites sont liées à l'utilisation d'un espace plus grand qu'à l'ordinaire. Et les maîtres urbains commencent à le dire : ils se heurtent à ce problème quant à la modification de leur pédagogie. Ce qui va totalement à l'encontre des affirmations de P. Mauger disant que l'application de la loi d'orientation ne serait possible que dans des écoles à 3 classes et plus qui ne disposeront avant longtemps de cet espace !

Environnement particulièrement riche et facile à utiliser

Nous n'insisterons pas sur ce point. On sait à quel point l'étude, le contact avec les éléments naturels, sont primordiaux pour les apprentissages fondamentaux. Ces dernières années se multiplient les classes découvertes ! Il existe, même si c'est encore assez rare, des parents du chef-lieu de canton inscrivant leurs enfants dans une classe unique ou une école à 2

classes, et ce ne sont plus les marginaux des années 68 ! De là à penser qu'un mouvement inverse (du chef-lieu ou de la ville vers la campagne) puisse être possible il n'y a qu'un pas. Le problème du transport se posant alors dans l'autre sens !

Intégration forte du monde adulte et associatif dans l'école

Il n'est pas rare de voir dans ces petites écoles 100% des parents assister aux réunions, participer aux activités. De même la collaboration avec la municipalité, les rapports avec les élus y sont plus faciles parce que plus directes, plus constants, pouvant échapper plus facilement aux structures administratives. Ceci est très important en cette période où l'on veut en partie modifier le système éducatif et ce n'est pas par hasard si certaines de ces écoles y ont réussi avant d'autres.

L'hétérogénéité des élèves

C'est pourtant un des reproches fait à l'école rurale aussi bien par les parents que par les enseignants. Il est vrai que cette grande hétérogénéité est un inconvénient dont nous reparlerons, mais elle a des intérêts, à tel point qu'on l'envisage sérieusement dans l'école à plus de 3 classes pour la réussite de la mise en place des cycles ! **(20 ans plus tard, des expériences probantes de transformation d'écoles de 10 classes en 10 classes uniques ont eu lieu - NDLR)**

Elle permet l'établissement de groupes équilibrés, les plus jeunes apportant créativité et spontanéité, profitant de l'activité générale de la classe (par exemple contacts naturels et précoces avec les langages écrits et mathématiques), leur présence facilitant la responsabilisation des plus grands ...

Elle oblige sans cesse la remise en question de la structure de la classe et est, en partie, la cause de la modification de la conception des apprentissages dans ces classes, de l'apparition de pédagogies différentes qui ont amené, bien avant l'heure, à la mise en

pratique de ce qui cause actuellement tant de soucis au monde enseignant : les cycles !

Mais bien sûr si on la voit comme P. Mauger dans la perspective d'une pédagogie traditionnelle, c'est alors un lourd handicap !

Utilisation beaucoup plus efficace des moyens et modifications ou améliorations plus faciles

Dans une classe unique ou une école à 2 classes, la photocopieuse, le magnéto, le ou les micro-ordinateurs, le magnétophone ... sont accessibles, pratiquement à tout moment à tous les enfants. Prenons par exemple l'usage du téléphone : dans ces classes et dans le contexte des réseaux dont nous parlerons plus loin, le téléphone est un outil pédagogique dont certains usent quotidiennement. Ce téléphone est bien entendu dans la classe ! Pour en faire le même usage dans une école à plusieurs classes il faudrait une ligne par classe ! Il est probable que dans un certain nombre d'années cela sera ainsi. Mais on se rend bien compte que cela nécessitera une modification des comportements qui demandera du temps ... et dont l'école rurale pourrait être un exemple.

Même une multiplication de tous les matériels n'aboutirait pas au même résultat dans une école plus importante parce que certains nécessitent en même temps un local ou une installation gourmande en espace ... ou alors il faudra une refonte de tous les bâtiments qui n'ont jamais été prévus pour un tel fonctionnement (et financièrement chacun sait que ce n'est pas pour l'immédiat !) . Plus le nombre d'enfants est grand, plus les transformations des structures sont importantes et onéreuses (par exemple, la circulation individuelle et autonome dans un espace clos, condition quasi indispensable au développement de nouvelles pédagogies, pose des problèmes complexes au fur et à mesure que le nombre d'individus croît, et l'augmentation de l'espace, les transformations de bâtiments alors nécessaires deviennent énormes). Par contre ces transformations, ces modifications de structures sont beaucoup plus faciles à réaliser dans les petites unités et, pour des investissements globalement semblables, leur fractionnement, parce qu'alors pris en charge

par chaque collectivité locale, les rend possibles.

Inconvénients généralement cités

Nous ne nions pas que l'école à petits effectifs a des inconvénients, liés à son caractère; Pierre Mauger en a vu quelques-uns à juste titre. **Mais, c'est l'analyse de ces inconvénients qui a permis depuis longtemps à des maîtres novateurs de la transformer et faire qu'en bon nombre d'endroits elle n'est plus celle dont il parle.**

Hétérogénéité

Au moins à propos des classes uniques cela a été le premier et le principal argument de ceux qui les condamnent depuis longtemps.

La principale réponse à ce problème comme aux suivants a été **PEDAGOGIQUE**. Nous y reviendrons mais c'est dans ces classes qu'ont été expérimentées et mise au point depuis longtemps les pédagogies de groupes, en ateliers permanents, les pédagogies individualisées et différenciées. Il est dommage, nous l'avons déjà dit, que la compétence des maîtres qui eux sont restés et se sont intéressés à ces écoles, n'ait jamais été reconnue comme dans n'importe quelle entreprise, cela aurait été en plus une façon de revaloriser les zones rurales ... !

Il n'empêche que l'étalement trop grand, en particulier lorsqu'il y a accueil des moins de 5 ans a posé un problème. Mais il a été résolu par bon nombre d'enseignants et de municipalités lorsque ces dernières ont créé des postes d'ATSEM, même en se servant au début des emplois aidés.

Le faible effectif

S'il est atout, il est aussi problème, mais toujours dans le cadre d'une pédagogie traditionnelle :

- Il rend certaines pratiques difficiles. - L'apport mutuel des enfants est insuffisant du fait de leur petit nombre et du faible renouvellement. Dans tous les apprentissages, les relations entre enfants sont aussi importantes, voire plus que celles avec le maître. Cette richesse et cette complémentarité sont plus faciles à trouver lorsque le groupe est plus important, à condition qu'il ne dépasse pas certaines limites. - Enfin il rend l'évaluation plus difficile, les points de repère pouvant manquer pour le maître ou pour les enfants eux-mêmes.

A noter que le renouvellement du groupe s'effectue chaque année dans les classes uniques alors que ce groupe est le même pendant plusieurs années dans les écoles urbaines au cours des passages d'une classe à une autre. A noter aussi que l'effectif d'une classe unique peut être aussi important que celui d'une classe urbaine sans que cela pose problème en raison de la pédagogie mise en oeuvre et de l'espace disponible.

Mais ce n'est plus un problème lorsque ces petites écoles ont créé des réseaux mettant en relation enfants et maîtres de plusieurs écoles. Les premiers réseaux télématiques créés en 1983 sont cités en exemple... à l'étranger !

1 ou 2 maîtres seulement

S'il permet un suivi plus grand de l'enfant, une plus grande cohérence et une globalité dans le projet d'école, c'est bien sûr un inconvénient en pédagogie traditionnelle :

- relation insuffisante pour les enfants d'autant qu'elle est constante durant l'année et qu'elle s'étale sur plusieurs années. Tout apprentissage dépend de relations; si un excès peut mettre de jeunes enfants en insécurité, l'inverse est tout aussi ennuyeux puisqu'il aboutit à un appauvrissement progressif. - Non compensation des erreurs ou des manques de l'adulte (par d'autres adultes) - Décisions importantes à prendre seul. - Points de repère

insuffisants. -- Nécessité de résoudre seul toutes les difficultés (manque du soutien d'une équipe .. quand elle peut exister et qu'elle ne fait pas effet contraire !).

Mais, là encore, cet inconvénient a produit a contrario des avancées d'ordre pédagogique : l'importance beaucoup plus grande donnée aux activités dont les enfants sont la source qu'à l'action directe des maîtres sur les enfants (pédagogie traditionnelle), l'implication des parents participant à la communauté éducative, la participation d'intervenants...

Isolement de la classe

C'est à dire, enfants vivant assez repliés sur le village (peu de manifestations interpellent, apportent des relations nouvelles, différentes).

Depuis longtemps ce sont les petites écoles qui pratiquent les voyages échanges, la correspondance scolaire, les déplacements vers les musées de la ville... justement parce que les maîtres avaient conscience de cet isolement.

Accueil des petits

Bien souvent les petits vont au chef-lieu de canton ... et c'est pourtant pour eux que le fait de rester dans leur environnement et dans un milieu à leur taille serait essentiel. Cependant dans une étude menée par le ministère des affaires sociales ("*Nouvelle famille, nouvel habitat, développement des services de proximité en milieu rural*"), il apparaît que les demandes, les besoins en matière d'accueil des petits sont totalement différentes de ceux invoqués en milieu urbain (réseau familial fort, plus grande permissivité des employeurs, réseau important d'assistantes maternelles ...) et que les meilleures solutions sont probablement polyvalentes et diversifiées et pas forcément un développement massif d'écoles maternelles.

Difficulté pour profiter de ce qui est à disposition de l'école dans les centres plus grands (musées, spectacles..)

Nous ne disons pas milieu culturel pauvre, le milieu rural étant en lui-même très riche. Mais il faut bien constater que le petit citadin pourra plus facilement profiter de la campagne que le petit rural se nourrir de musées ou de spectacles dits culturels. Mais, là encore il y a une méconnaissance complète de la richesse culturelle du milieu rural apporté par le tissu associatif (le nombre de spectacles, de festivals qui y ont lieu croît chaque année)

Accès à la documentation

C'est une des données importantes de l'école d'aujourd'hui et nous savons bien que, plus le centre est petit, plus le volume de documentation à disposition est faible. Mais, nous verrons plus loin que cette difficulté oblige à aller vers des solutions qui propulsent l'école rurale .. dans le XXI ème siècle, transformant un handicap en avantage!!

Image négative et fragilité

C'est certainement la plus grosse difficulté que traîne actuellement l'école à petits effectifs. La simple menace du passage à la classe unique fait fuir à la fois parents et enseignants .. accentuant les causes démographiques, provoquant le passage à cette même classe unique, appauvrissant le milieu socioculturel, entraînant la valse des enseignants ... rendant du même coup réelles les craintes que l'on pouvait avoir vis à vis de ces classes et les fragilisant encore plus parce que les soumettant à une incertitude régulière. Ce qui rend par contre-coup les municipalités méfiantes quant à des investissements, les enseignants quant à leur maintien ou au choix de ces postes, les parents quant à l'inscription de leurs enfants..... Il faut d'ailleurs noter que la règle des secteurs scolaires, apparemment suivie ailleurs, n'est jamais respectée pour les classes rurales qui, de ce fait, sont, depuis de longues années, en véritable situation concurrentielle avec leurs homologues .. publiques ! situation qui au passage n'a jamais fait hurler, ni les municipalités profitant de l'aubaine, ni les syndicats, ni

l'administration.

Il faut ensuite des années, dans des conditions rendues bien plus difficiles qu'elles ne devraient l'être, pour que des instituteurs intéressés puissent renverser cette image et provoquer un renouvellement de confiance.

Il n'empêche qu'il est exact qu'un petit effectif est plus délicat, une hausse de quelques élèves pouvant rendre la classe brutalement trop lourde ou, au contraire, une baisse semblable mais provisoire faisant passer de 2 classes à une. 3 éléments peuvent atténuer d'une façon satisfaisante cette faiblesse:

* La pédagogie,

* l'espace,

* la présence d'une ATSEM dont le rôle dans les petites unités apparaît de plus en plus comme essentiel et différent que celui qu'elle a dans les classes maternelles.

..... et bien sûr une nouvelle confiance des parents en leur école !!

Transformer l'école en assurant son maintien et celui du tissu scolaire existant.

LA PEDAGOGIE

Nous avons déjà dit que la première des solutions remédiant à une partie des problèmes de l'école à petits effectifs était la pratique de pédagogies différentes, permettant

l'individualisation du travail, l'autonomie. Ce qu'on appelle maintenant "La pédagogie différenciée". Nous pouvons affirmer que ces pratiques ont, depuis des dizaines d'années, été expérimentées, appliquées dans bon nombre d'écoles à 1 ou 2 classes, à tel point qu'elles sont citées aujourd'hui par le ministère lui-même pour convaincre que l'école des cycles, c'est possible ! (publication sur la réforme du système éducatif, en direction des parents). Il est d'ailleurs connu que les mouvements pédagogiques (ICEM en particulier, OCCE, GFEN, USEP, CEMEA) ont trouvé l'essentiel de leurs militants en milieu rural, en partie parce que dans leur situation, il y avait obligation d'innover.

La pédagogie des cycles, actuellement prônée par le ministère et se rapprochant de celle défendue par les mouvements pédagogiques (c'était la loi d'orientation de 1989- NDLR), est donc parfaitement adaptée à l'école rurale, ceci est un fait entièrement nouveau. Pierre Mauger n'a vu l'école rurale qu'à travers la pédagogie d'autrefois !

Cela resterait cependant insuffisant pour compenser l'ensemble des inconvénients. C'est pour cela qu'il a fallu aller plus loin et que, depuis quelques années, il s'est instauré UNE VERITABLE PEDAGOGIE DE LA COMMUNICATION .

Elle est basée:

- Sur l'importance de la circulation de l'information (au sens large du terme) au moyen des différents langages (oraux, écrits, mathématiques, scientifiques ...) et provoquant leurs apprentissages, à l'intérieur comme à l'extérieur de la classe.
- Sur la constitution d'une structure permettant cette circulation, plaçant l'enseignant dans une position différente, et favorisant l'existence d'un environnement où l'enfant sera toujours en situation réelle de communiquer et d'apprendre.
- Sur la constitution d'un réseau utilisant les nouvelles technologies de communication et intégrant la classe et son maître dans une véritable collectivité éducative qui permet des

relations intenses et quotidiennes avec des dizaines d'autres enfants et d'autres maîtres. En général, ces réseaux s'étendent d'une façon concentrique : Un premier cercle de proximité (circonscription ou département) où les relations sont plus intenses (usage intense du téléphone, des télécopieurs, rencontres physiques ...) . Un second cercle qui dépasse même l'hexagone (on peut citer par exemple 2 classes uniques qui, depuis très longtemps, se sont constitué un réseau international, bien avant même que le ministère incite aux échanges européens !). L'usage de la télématique dans ces réseaux, d'une façon professionnelle, date de 1985 ! Certaines utilisent depuis longtemps la vidéo . L'utilisation de l'informatique, des PAO y a été banalisée dès leur introduction, parfois sur le matériel personnel de l'enseignant, alors qu'on est encore en train de s'interroger sur les moyens de le faire utiliser ... par les écoles de 3 classes et plus !!!!!

Dans ce réseau, non seulement les enfants échangent au sens traditionnel du terme, mais travaillent réellement ensemble, s'apportent leurs richesses, se complètent constituent un véritable groupe et les handicaps des petits effectifs, du maître unique sont non seulement comblés, mais l'école est plongée d'emblée dans le 21ème siècle et dans l'Europe.

Il constitue également un fantastique espace où l'usage de l'écrit devient réellement indispensable et n'a plus besoin d'être "motivé".

Les maîtres, eux, constituent de véritables équipes, communiquant quotidiennement pour les plus éloignés, se rencontrant pour ceux du réseau de proximité, et ce d'une façon souvent bien plus intense que leurs collègues de ville, confrontant leur pratique, comparant leurs résultats ... C'est d'ailleurs cette pratique de l'échange, bien connue des militants de l'ICEM (Pédagogie Freinet) ou autres mouvements qui leur a apporté assurance, sécurité ... et possibilité d'auto-formation et d'amélioration.

En bref, ce réseau est la véritable transformation de l'école à 1 ou 2 classes en une école à nombreuses classes ... mais qui conserve les avantages de l'école rurale.

L'usage des TNC, en liaison avec bibliothèques, La Vilette, des CDDP, les banques de données, les services télématiques a également permis de faire de la recherche documentaire moderne une réalité accessible aux enfants ruraux ... et parfois à la population elle-même.

INTERVENANTS

La seule présence physique d'1 ou 2 maîtres n'est quand même pas suffisamment compensée par le réseau de communication, même s'il y a rencontres avec activités régulières. C'est pour cela que nous nous sommes engagés fortement dans les CATE et souvent une collaboration fructueuse s'est mise en place, avec les MJC en particulier. Ainsi l'école rurale est de plus en plus ouverte à d'autres intervenants, pas forcément de l'Éducation Nationale, qui apportent beaucoup, transforment la conception de l'école qui s'intègre ainsi fortement dans le tissu associatif de sa proximité. **(C'est ce que la réforme des rythmes de 2014 a le plus grand mal à réaliser ! - NDLR)**

Les REGROUPEMENTS

Ils ont été et sont encore UNE solution, rarement la meilleure : ils avaient, il y a quelques années, l'avantage apparent d'éliminer les problèmes d'hétérogénéité et d'avoir, à la campagne, une école où l'on puisse pratiquer la même pédagogie qu'en ville. Cela n'a d'ailleurs pas toujours empêché la fuite des parents, ce qui confirme bien notre analyse démontrant la nécessité d'une école différente. Au moment où la pédagogie traditionnelle est justement remise en cause, **la solution RPI laisse entrevoir beaucoup d'inconvénients (2)** et surtout qu'elle est insuffisante pour assurer le dynamisme de l'école. Elle va même en son contraire si on considère l'implication des parents beaucoup moins grande quand il ne s'agit plus de l'école du village. Dans certaines situations, ils sont inconcevables (géographiques par exemple). Dans d'autres, ils peuvent prendre des structures tout à fait différentes dans la conception des réseaux : ne plus correspondre aux classes à 1 cours et être inclus dans les réseaux, inclure des écoles plus importantes ce qui permet alors

l'utilisation et la mutualisation de tous les moyens en bâtiments, en matériel et en ressources financières des fameux "bassins" dont parle P.Mauger tout en maintenant une école dans chaque village et amorcer à l'inverse une véritable .. déconcentration. C'est dans ce sens que nous verrions une véritable restructuration du tissu scolaire qui maintiendrait absolument l'école, les enfants et la vie dans les villages.

La formation des maîtres

D'ici quelques années ce problème ne devrait plus exister puisqu'ils doivent, dès à présent, être formés à de nouvelles pédagogies ! (Loi d'orientation de 1989... jamais mise en application - NDLR) En attendant, nous avons prouvé que nos réseaux ruraux constituent en eux-mêmes de véritables systèmes de formation. Ils ont d'ailleurs fait l'objet d'une étude par le département Sciences Education de l'Université de Rennes ("Réseaux du corps et de l'Esprit", série d'émissions diffusées dans le cadre de la formation des formateurs européens).

Cela n'empêche qu'il est dommage que l'entreprise "Education Nationale" n'utilise pas les compétences de nombreux de ces maîtres ruraux et l'on pourrait bien imaginer qu'ils soient inclus dans les réseaux officiels de formation ... et rétribués comme tels, ce qui aurait, en plus, l'avantage de revaloriser les postes ruraux et de faire un certain nombre d'économies (perte de temps, inefficacité d'autres moyens mis en oeuvre à grands frais ...)

Le centre culturel du village.

Au fur et à mesure de la disparition des lieux de rencontre (services publics, commerçants, cultes, ...) nombreux villages se retrouvent dans la situation des banlieues, voire pire (une enquête dans les villages privés d'école eut été indispensable!). Reste encore l'école ... mais qui est devenue souvent un lieu entièrement fermé. Nous voulons lui redonner cette fonction d'âme et de centre du village dont, au dire de tous les sociologues ou ethnologues toute collectivité a besoin. En ce sens nous voulons que tous les moyens dont elle devra se

doter (bibliothèque, matériel informatique, matériel audio-visuel ...) soient à la disposition permanente de la population, des jeunes ... Des structures légères, dans chaque village, sont d'une gestion et surtout d'un accès plus facile que des centres plus lourds, donc soumis à des impératifs plus contraignants (emploi de personnel, donc horaires d'accès...) . Cette fonction de l'école rurale nous semble primordiale, aujourd'hui encore plus qu'autrefois, pour permettre la réalité et la cohésion d'une collectivité sans laquelle il est impensable de parler de "tissu social".

LES MOYENS

La mise en place d'une pédagogie implique des moyens. Nous avons déjà dit les atouts de l'école rurale dans ce domaine (espace, possibilité plus grande de transformer et de modifier de petites structures, proximité des usagers, des élus permettant leur implication plus grande, existence liée à une autre pédagogie ...). Cependant, les collectivités locales vont nécessairement se trouver confrontées à des choix :

Partout où on a vu naître une école rurale différente, cela a été très souvent dû à une implication personnelle et matérielle très forte des enseignants : dépenses dans l'auto-formation, la communication, (une grande partie des premières expériences d'utilisation de la télématique s'est faite sur les lignes téléphoniques personnelles de l'instituteur, l'école n'ayant parfois même pas le téléphone ou des crédits insuffisants pour s'en servir ! et cette situation existe encore) investissements personnels dans du matériel (la première utilisation de l'informatique dans une petite école à 2 classes de la Vienne en 1982, a été faite sur l'ordinateur acheté par l'instituteur, combien d'ordinateurs, de camescopes, de magnétophones ... utilisés dans ces écoles appartiennent à l'instituteur !)

Ce temps est révolu, aucun enseignant maintenant n'acceptera de s'investir pareillement et c'est normal. Il est indéniable que l'opération "informatique pour tous" a réellement permis la survie de certaines classes uniques en laissant entrevoir d'autres possibilités, en permettant leur introduction dans des réseaux. Mais nous comprenons qu'il n'a s'agi que d'une impulsion

qui, au moins pour l'école rurale, a été efficace. Ce qui veut dire que, maintenant, les collectivités locales doivent prendre le relais. C'est en cela qu'elles vont se trouver devant un véritable choix : L'existence de l'école rurale coûtera aux collectivités, il faudra donc qu'on en mesure l'importance pour accepter ce choix.

- **Le matériel.** On ne peut plus envisager, comme cela existe encore, de petites écoles où les enfants disposent des mêmes bureaux ... que leurs grands-parents. On ne peut plus envisager de petites écoles ne pouvant faire un usage intensif du téléphone ou ne pouvant disposer de PC, de matériel vidéo, de télécopieurs, d'antennes paraboliques

D'autre part il sera nécessaire que des matériels plus lourds (bancs de montage, serveurs télématiques, voire émetteurs) soit accessibles dans des centres plus importants.

- **Les locaux.** Nous avons dit que la classe unique, voire même l'école à 2 classes, sont avant tout des états provisoires, leur maintien s'inscrivant, lui, dans la logique d'un renversement d'une tendance. C'est si vrai qu'il existe bien un certain nombre de classes uniques dans la situation contradictoire suivante : il y a bien eu ce renversement de tendance, c'est à dire que la fuite vers le chef-lieu de canton a cessé, les effectifs ont augmenté ... jusqu'à devenir pesant pour une seule classe (on peut estimer la limite à 25 lorsqu'il y a espace et aide d'une ASM) et permettre d'envisager la création d'une seconde classe qui butte alors sur un problème d'espace redevenant insuffisant pour l'application d'une pédagogie moderne et qui demanderait à la commune ... d'agrandir les locaux existants !

On ne peut plus envisager d'école rurale ne disposant pas ou ne disposant plus de locaux suffisants, sa qualité, ses possibilités et sa viabilité en dépendent. D'ailleurs on ne devrait pas non plus l'accepter pour des écoles urbaines !

- **Les transports.** La dépense est généralement admise lorsqu'il y a regroupement. Mais, même en dehors de cette structure, l'utilisation de transports est d'une nécessité vitale:

Pour permettre, dans le cadre des réseaux de proximité, des rencontres entre classes. Des expériences hebdomadaires ont été réalisées dans ce sens et ont donné satisfaction.

Pour utiliser des installations plus lourdes : piscine, gymnases, bancs de montage vidéo situées dans des centres plus importants.

Pour permettre l'utilisation du patrimoine culturel urbain (musées, spectacles, monuments, gares,).

Des solutions inter-communales ou cantonales peuvent être trouvées, d'autant que d'autres organismes seraient aussi utilisateurs (MJC, associations ...)

- Les personnels.

Au niveau des collectivités locales, les diverses expériences d'utilisation d'ASM pour aider à l'accueil des petits se sont avérées satisfaisantes quand l'effectif est insuffisant pour ouvrir une classe maternelle ; d'autre part des solutions, plus légères et adjacentes à l'école, proposées par exemple par l'ACEP (Association Collectif Enfants Parents) sont intéressantes mais nécessitent quand même l'emploi de personnel.

Au niveau de l'État, nous savons bien que le maintien de l'école nécessitera, pendant un certain temps, des taux d'encadrement moins importants en milieu rural, d'où le maintien ou l'augmentation du nombre de postes. Pierre Mauger en est lui-même conscient puisqu'il termine son analyse ainsi : *"Les redéploiements de postes auxquels le Ministère est contraint et qui frappent précisément les départements ruraux, restent perçus comme une contradiction entre le souci bien compris d'aménager à terme le réseau scolaire et le sentiment d'une mise en cause de ce réseau par des fermetures successives de classes ou d'écoles"*

Nous savons bien qu'il s'agit d'un choix politique et pas seulement financier et qu'il est possible de privilégier certains investissements au détriment d'autres, le tout étant d'en

estimer l'intérêt pour la collectivité. Eu égard l'intérêt immédiat du maintien de l'école rurale en ce qui concerne l'aménagement du territoire et la réussite de la rénovation du système éducatif, nous considérons que cet investissement est en réalité une véritable économie.

De même on peut éventuellement s'interroger sur la politique même du Ministère lorsque, par exemple, depuis des années, la machine administrative s'alourdit considérablement de postes de conseillers ou spécialistes de tous ordres, au détriment des postes dans les écoles. Le tout devrait être fonction de l'efficacité REELLE des choix. L'estimation en est-elle suffisamment faite ? Le sort de l'école rurale dépend aussi de cela.

III - CONCLUSION

Nous avons voulu démontrer que l'école rurale, même à classe unique était et pouvait être autre chose que ce à quoi on la condamnait. Un suffisamment grand nombre d'enseignants, pratiquement sans moyens, l'a déjà prouvé. Mais nous avons conscience :

- Qu'une partie des raisons qui motivent les propositions de Pierre Mauger sont aussi les nôtres (ambition d'une formation, école lieu privilégié d'accès à la culture, partenaire des actions intentées par le Ministère de la culture, revaloriser l'école aux yeux des parents, faire de l'école un élément moteur du monde rural),
- Qu'une partie de l'analyse de Pierre Mauger repose bien, à la fois sur une réalité et sur une image négative qu'a cette école, chez un grand nombre de parents, d'élus et d'enseignants. Que cette analyse s'inscrit dans une certaine logique dont nous contestons par contre l'efficacité (tous les faits de société actuels démontrent que nous avons raison).

Mais, une nouvelle réalité, une autre image et une autre logique existent et peuvent bien être

comprises comme celles de l'avenir. Elles ouvrent aussi de nouvelles perspectives. Elles attribuent aux petites écoles un rôle capital dans la transformation du système éducatif, rôle dont la collectivité nationale n'a pas forcément les moyens de se priver.

- Que, aussi bien du côté de l'État que de celui des collectivités locales et des autres partenaires, il s'agit d'un choix qui implique des coûts; mais qu'en regard des enjeux, que ce soit pour l'enfant ou pour l'ensemble de la collectivité nationale, ces coûts sont à terme des économies.

- Que le maintien pur et simple de l'école ne peut être revendiqué sans réflexion sur "Quelle école rurale ? quelle ruralité ?... Quelle école ? Quelle finalité ?" et sans engagement des uns ou des autres. Mais, dans une réflexion, tous les partenaires doivent non seulement être entendus mais avoir le pouvoir de se faire entendre et de discuter des arguments des uns et des autres pour arriver, si possible, à un consensus. A notre connaissance, cette réflexion, si elle a eu lieu, ne l'a été que dans des structures étatiques verticales (page 2 de la note du 4.12.90 de P. Mauger). Ensuite les décisions devraient être les conséquences de cette réflexion ! Et, pour ce faire, un temps est nécessaire, temps qui ne doit pas être mis à profit par l'État pour mettre les uns et les autres devant des faits accomplis, ce qui a été le cas dans nombre de départements.

- Que le problème financier (diminution du nombre de postes qu'une restructuration permettrait de libérer) qui est actuellement lié à l'école rurale, risque fort d'occulter les vrais problèmes et de conduire à des solutions simplistes porteuses d'autres problèmes bien plus graves.

Bernard COLLOT, Mai 1990

(1) L'Association pour la défense et la promotion de l'école rurale regroupe des enseignants ayant fait le choix de l'école rurale, non pour des raisons d'intérêt personnel, mais parce qu'ils sont convaincus que c'est là d'abord que peut naître l'école que tout le monde attend. Il s'agit de praticiens, ayant pour beaucoup plusieurs dizaines d'années d'exercice et d'expérimentation dans des écoles à faibles effectifs. La présente analyse est donc faite de l'intérieur du système éducatif rural.

(2) depuis la parution de ce rapport, les travaux de Françoise Oeuvarard (Direction de l'évaluation et de la prospective au Ministère de l'Éducation Nationale) ont démontré que c'était dans les RPI que les résultats étaient moins bons !

[accueil](#) - [CONTACTER L'AUTEUR](#)